

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Thall, atteste la véracité du rapport financier

de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-05 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Dollard-des-Ormeaux qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Dollard-des-Ormeaux au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Dollard-des-Ormeaux inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2014-05-05

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	70 834 000	71 276 833			71 276 833	70 078 392
Compensations tenant lieu de taxes	2	840 000	822 046			822 046	832 111
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 837 000	2 682 222			2 682 222	2 514 737
Services rendus	5	773 700	862 176			862 176	1 190 047
Imposition de droits	6	2 125 500	2 978 028			2 978 028	3 794 828
Amendes et pénalités	7	800 000	920 562			920 562	765 348
Intérêts	8	650 000	850 552			850 552	825 340
Autres revenus	9		(251 750)			(251 750)	313 637
	10	77 860 200	80 140 669			80 140 669	80 314 440
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	3 300 000	734 935			734 935	7 357 634
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		1 544 161			1 544 161	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	3 300 000	2 279 096			2 279 096	7 357 634
	18	81 160 200	82 419 765			82 419 765	87 672 074
Charges							
Administration générale	19	12 551 122	12 515 164	232 492		12 747 656	12 203 234
Sécurité publique	20	17 243 455	17 335 290	71 794		17 407 084	16 800 955
Transport	21	15 566 286	16 318 690	3 298 848		19 617 538	18 785 159
Hygiène du milieu	22	10 058 231	9 963 281	3 245 604		13 208 885	12 707 279
Santé et bien-être	23	656 411	609 121			609 121	600 642
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 586 085	1 631 574	7 679		1 639 253	1 338 500
Loisirs et culture	25	14 160 610	14 444 651	1 785 092		16 229 743	15 436 880
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	2 084 000	1 787 006			1 787 006	1 865 502
Amortissement des immobilisations	28	7 979 966	8 641 509	(8 641 509)			
	29	81 886 166	83 246 286			83 246 286	79 738 151
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(725 966)	(826 521)			(826 521)	7 933 923

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(725 966)	(826 521)	7 933 923
Moins: revenus d'investissement	2 (	3 300 000 ) (	2 279 096 ) (	7 357 634)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(4 025 966)	(3 105 617)	576 289
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	7 979 966	8 641 509	8 145 471
Produit de cession	5		544 693	357 091
(Gain) perte sur cession	6		251 750	(310 972)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	7 979 966	9 437 952	8 191 590
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 547 000 ) (	2 876 200 ) (	3 234 497)
	18	(3 547 000)	(2 876 200)	(3 234 497)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	570 427 ) (	109 417)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		150 000	
Réserves financières et fonds réservés	22	(400 000)	(433 004)	(348 366)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 000)	(7 000)	(7 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(407 000)	(860 431)	(464 783)
	26	4 025 966	5 701 321	4 492 310
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 595 704	5 068 599

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	3 300 000	2 279 096	7 357 634
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	( 1 489 832)	(69 513)
Sécurité publique	3 (	)	)	( 45 342)
Transport	4 (	6 135 000)	(2 040 881)	(1 977 585)
Hygiène du milieu	5 (	)	( 4 395 483)	(2 290 100)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	2 160 000)	(1 038 808)	(6 774 627)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	8 295 000)	(8 965 004)	(11 157 167)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 995 000	1 948 927	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		570 427	109 417
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		1 502 262	3 554 571
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		740 347	578 027
	18		2 813 036	4 242 015
	19	(3 300 000)	(4 203 041)	(6 915 152)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(1 923 945)	442 482

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	12 804 800	13 287 842	12 546 565
Charges sociales	2	4 038 000	4 953 364	4 580 266
Biens et services	3	14 022 050	13 829 616	12 661 658
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 083 000	939 944	1 046 727
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	242 000	194 167	203 261
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	759 000	652 895	615 514
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	39 783 250	39 830 817	39 079 779
Autres	10			
Autres organismes	11	561 200		
Amortissement des immobilisations	12	7 979 966	8 641 509	8 145 471
Autres				
-	13	612 900	916 132	858 910
-	14			
-	15			
	16	81 886 166	83 246 286	79 738 151

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	70 834 000	71 276 833	70 078 392
Compensations tenant lieu de taxes	2	840 000	822 046	832 111
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 137 000	3 417 157	9 872 371
Services rendus	5	773 700	862 176	1 190 047
Imposition de droits	6	2 125 500	2 978 028	3 794 828
Amendes et pénalités	7	800 000	920 562	765 348
Intérêts	8	650 000	850 552	825 340
Autres revenus	9		1 292 411	313 637
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	81 160 200	82 419 765	87 672 074
Charges				
Administration générale	12	12 769 470	12 747 656	12 203 234
Sécurité publique	13	17 310 366	17 407 084	16 800 955
Transport	14	18 708 882	19 617 538	18 785 159
Hygiène du milieu	15	13 024 222	13 208 885	12 707 279
Santé et bien-être	16	656 411	609 121	600 642
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 592 785	1 639 253	1 338 500
Loisirs et culture	18	15 740 030	16 229 743	15 436 880
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 084 000	1 787 006	1 865 502
	21	81 886 166	83 246 286	79 738 151
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(725 966)	(826 521)	7 933 923
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		108 218 697	100 284 774
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		108 218 697	100 284 774
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		107 392 176	108 218 697

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(725 966)	(826 521)	7 933 923
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	8 295 000 ) (	8 965 004 ) (	11 157 167)
Produit de cession	3		544 693	357 091
Amortissement	4	7 979 966	8 641 509	8 145 471
(Gain) perte sur cession	5		251 750	(310 972)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(315 034)	472 948	(2 965 577)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		49 491	(71 593)
Variation des autres actifs non financiers	10		93 391	(91 951)
	11		142 882	(163 544)
	12	(1 041 000)	(210 691)	4 804 802
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 041 000)	(210 691)	4 804 802
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(7 267 347)	(12 072 149)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(7 267 347)	(12 072 149)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(7 478 038)	(7 267 347)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	12 257 030	16 971 266
Placements temporaires	2	6 088 987	4 010 440
Débiteurs (note 5)	3	16 549 799	15 477 023
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	34 895 816	36 458 729
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	9 104 350	8 559 038
Revenus reportés (note 12)	13	47 782	71 821
Dette à long terme (note 13)	14	32 499 722	33 900 217
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	722 000	1 195 000
	16	42 373 854	43 726 076
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(7 478 038)	(7 267 347)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	114 105 601	114 578 549
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	137 196	137 196
Stocks de fournitures	20	472 453	521 944
Autres actifs non financiers (note 17)	21	154 964	248 355
	22	114 870 214	115 486 044
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	107 392 176	108 218 697

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(826 521)	7 933 923
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	8 641 509	8 145 471
Autres			
-	3		
- (Gain) perte sur disposition	4	251 750	(310 972)
	5	8 066 738	15 768 422
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 072 776)	(1 940 843)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	545 312	132 800
Revenus reportés	9	(24 039)	(1 401 419)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(473 000)	313 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	49 491	(71 593)
Autres actifs non financiers	13	93 391	(91 951)
	14	7 185 117	12 708 416
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 965 004)	(11 157 167)
Produit de cession	16	544 693	357 091
	17	(8 420 311)	(10 800 076)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(2 078 547)	(4 010 440)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(2 078 547)	(4 010 440)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	1 948 927	
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 366 000)	(3 705 927)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	16 578	40 487
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 400 495)	(3 665 440)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(4 714 236)	(5 767 540)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	16 971 266	22 738 806
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	12 257 030	16 971 266

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les principales estimations de la Ville se situent au niveau des provisions pour créances douteuses et de contestations de taxes, de la durée estimative des immobilisations, de certaines charges à payer, des hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs et au niveau de divers courus à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	25 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante : valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA du 31 décembre 2008.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée restante des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, "Paiements de transfert"

La ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 - "Paiements de transfert". Ce nouveau chapitre établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues des gouvernements par la ville. Il prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	2 646 200	2 327 484
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	9 625 628	9 133 574
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 386 270	2 398 922
Organismes municipaux	8	1 528 914	34 412
Autres			
- Droits de mutation	9	751 447	1 023 280
- Contraventions et autres	10	611 340	559 351
	11	16 549 799	15 477 023
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	6 462 100	6 951 900
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	6 462 100	6 951 900
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	432 746	533 680
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (722 000)	(1 195 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ()	()
	27 <u>(722 000)</u>	<u>(1 195 000)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 3 080 000	2 815 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 4 336	4 275
Régimes de retraite des élus municipaux	32 45 753	44 004
	33 <u>3 130 089</u>	<u>2 863 279</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 3 852 929	2 715 740
Salaires et avantages sociaux	38 2 986 161	3 114 132
Dépôts et retenues de garantie	39 1 645 661	1 668 163
Provision pour contestations d'évaluation	40 100 000	110 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus	42 344 745	340 748
- Contingences légales	43 167 001	602 824
- Divers	44 7 853	7 431
-	45	
-	46	
	47 <u>9 104 350</u>	<u>8 559 038</u>

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
- Prestation supp. CARRA	50 47 782	71 821
-	51	
	52 <u>47 782</u>	<u>71 821</u>

Note

Les revenus reportés comprennent un montant de 47 782 \$ correspondant à la valeur aux livres au 31 décembre 2013 des prestations du régime supplémentaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****2013****2012**

Ce montant sert à financer les déboursés annuels de régime de prestations supplémentaires à l'intention des élus qui participaient au RREM à un moment quelconque entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 2000 ou qui ont, avant le 1er janvier 1989, participé au régime général de la retraite des maires et des conseillers des municipalités et dont les sommes ont été transférées au RREM.

Cette somme est imputée aux résultats au fur et à mesure de la comptabilisation des sommes versées à titre de prestation de retraite du régime.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,55	2014	2026	53	32 602 000	34 019 073
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
Autres dettes à long terme					56		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58	2 604	2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	32 604 604	34 021 677
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(104 882)	(121 460)
					63	32 499 722	33 900 217

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2014	64	72	3 742 000	80	89	97	3 742 000
2015	65	73	3 486 000	81	90	98	3 486 000
2016	66	74	3 599 000	82	91	99	3 599 000
2017	67	75	3 059 000	83	92	100	3 059 000
2018	68	76	2 609 000	84	93	101	2 609 000
2019 et +	69	77	16 107 000	85	94	102	16 109 604
	70	78	32 602 000	86	95	103	32 604 604
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	32 602 000	88	96	105	32 604 604

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(7 478 038)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(7 478 038)
		(7 267 347)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	138 074 560	140	6 418 072	167	194		144 492 632
Autres	113		141		168		195	
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	52 099 906	143	1 127 556	170	197		53 227 462
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	3 466 836	145	22 543	172	254 075	199	3 235 304
Ameublement et équipement de bureau	118	735 318	146	243 537	173	72 956	200	905 899
Machinerie, outillage et équipement divers	119	6 220 312	147	638 296	174	245 672	201	6 612 936
Terrains	120	9 214 003	148	515 000	175	787 253	202	8 941 750
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>209 810 935</u>	150	<u>8 965 004</u>	177	<u>1 359 956</u>	204	<u>217 415 983</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>209 810 935</u>	152	<u>8 965 004</u>	179	<u>1 359 956</u>	206	<u>217 415 983</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	70 944 011	155	6 337 089	182	209		77 281 100
Autres	128		156		183		210	
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	18 844 295	158	1 354 700	185	212		20 198 995
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 702 989	160	394 639	187	254 075	214	1 843 553
Ameublement et équipement de bureau	133	412 762	161	132 472	188	72 956	215	472 278
Machinerie, outillage et équipement divers	134	3 328 329	162	422 609	189	236 482	216	3 514 456
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>95 232 386</u>	164	<u>8 641 509</u>	191	<u>563 513</u>	218	<u>103 310 382</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>114 578 549</u>					219	<u>114 105 601</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	137 196	137 196
	233	137 196	137 196
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	137 196	137 196

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	154 964	248 355
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	154 964	248 355

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée d'après les contrats de déblaiement de la neige, de service de collecte des déchets, de service de patrouille municipale et de services de conciergerie, échéant jusqu'en 2018 pour un montant total de 7 019 805 \$. Les versements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 3 105 998 \$ en 2014, 2 103 449 \$ en 2015, 1 007 255 \$ en 2016, 469 059 \$ en 2017 et 334 044 \$ en 2018.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2013, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 1 084 987 \$. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

d) Autres

Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2011 à 2013. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 100 000 \$ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 16 246 828	15 153 386
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 3 434 094	3 891 437
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (37 000 ) (	( 44 000)
Financement des investissements en cours	4 (352 039)	1 571 906
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 88 100 293	87 645 968
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 107 392 176	108 218 697

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Améliorations régime pompiers	8 280 000	280 000
- Terrain Lake / Donnacona	9 1 200 000	1 200 000
- Gymnase École DDO	10 1 000 000	1 000 000
- Réserve pour élections	11 130 809	280 809
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 2 610 809	2 760 809
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 627 962	621 947
Fonds parcs et terrains de jeux	29 31 762	345 120
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 163 561	163 561
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 823 285	1 130 628
	39 3 434 094	3 891 437

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (37 000) (44 000)	
Régimes non capitalisés	43 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	
Autres	45 () ()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	47 () ()	
-	48 () ()	
-	49 () ()	
	50 (37 000) (44 000)	
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () ()	
	52 (37 000) (44 000)	
<hr/>		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 1 832 651	3 135 298
Investissements à financer	54 (2 184 690) (1 563 392)	
	55 (352 039)	1 571 906
<hr/>		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 114 105 601	114 578 549
Propriétés destinées à la revente	57 137 196	137 196
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 114 242 797	114 715 745
<hr/>		
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 32 499 722	33 900 217
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 104 882	121 460
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (6 462 100) (6 951 900)	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	
	66 26 142 504	27 069 777
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 26 142 504	27 069 777
	69 88 100 293	87 645 968
<hr/>		

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen moins 1,8 % de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993 et à 2 % du salaire final moyen pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 1993. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé. La rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans.

Le montant de la rente servie est ajusté annuellement selon l'indice des rentes des années précédentes. L'indexation est égale à l'excédent (maximum de 4 %) du taux de rendement moyen, net des frais de gestion et autres frais d'administration, réalisé par la caisse pour les 3 exercices financiers précédents et 7 %.

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2012 le Régime était partiellement solvable et indiquait un niveau de solvabilité de 61,2 %.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 195 000)	(882 000)
Charge de l'exercice	5 (3 080 000)	(2 815 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 3 553 000	2 502 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(722 000)</u>	<u>(1 195 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 46 013 000	41 319 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (64 070 000)	(53 278 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u>(18 057 000)</u>	<u>(11 959 000)</u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 17 335 000	10 764 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (722 000)	(1 195 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(722 000)</u>	<u>(1 195 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 46 013 000	41 319 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (64 070 000)	(53 278 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(18 057 000)</u>	<u>(11 959 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 069 000	1 942 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 2 069 000	1 942 000
Cotisations salariales des employés	22 (630 000)	(591 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 1 439 000	1 351 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 987 000	853 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 <u>2 426 000</u>	<u>2 204 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 3 185 000	3 024 000
Rendement espéré des actifs	35 (2 531 000)	(2 413 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 654 000	611 000
Charge de l'exercice	<u>3 080 000</u>	<u>2 815 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 976 000	676 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 531 000)	(2 413 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 445 000	(1 737 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (2 465 000)	(2 233 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 47 617 000	40 524 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,25 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 1,00 %	1,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>4 336</u>	<u>4 275</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>6 443</u>	<u>6 019</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	21 714	20 285
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>24 039</u>	<u>23 719</u>
98	<u>45 753</u>	<u>44 004</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	32 604 604
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 184 690
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	163 561
Débiteurs	8	6 462 100
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	28 163 633
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	28 163 633
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	430 721
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	28 594 354
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	38 080 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	66 674 354
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	64 097 950	64 474 862	62 818 269
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6	1 692 950	1 736 797	1 984 959
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	65 790 900	66 211 659	64 803 228
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	3 455 100	3 467 543	3 456 117
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	1 588 000	1 597 631	1 819 047
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	5 043 100	5 065 174	5 275 164
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	5 043 100	5 065 174	5 275 164
	26	70 834 000	71 276 833	70 078 392

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	840 000	822 046
	35	840 000	822 046
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	840 000	822 046
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	840 000	822 046
			832 111

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	309 728	229 372
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	473 843	426 087
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	400 000	620 805
Tri et conditionnement	73		
Autres	74	30 000	
Autres	75		29 105
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	107 000	119 267
Autres	88	8 826	7 863
Réseau d'électricité	89		
	90	537 000	1 532 469
		1 532 469	1 238 193

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		600 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	734 935	1 525 000
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	3 300 000	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		5 232 634
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	3 300 000	7 357 634

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	1 300 000	1 149 753	1 276 544
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	1 300 000	1 149 753	1 276 544
TOTAL DES TRANSFERTS	139	5 137 000	3 417 157	9 872 371

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	35 000	19 369
Sécurité incendie	145	20 000	14 260
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	55 000	40 560
			32 500
		74 189	112 256
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156	4 033	110 315
Réseaux d'égout	157		
Réseaux d'égout			
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	158		
Tri et conditionnement	159		
Autres	160		
Autres	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	4 033	110 315
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	55 000	78 222
			222 571

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	13 500	50 627	308 837
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	10 000	35 682	70 901
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	695 200	697 645	587 738
Réseau d'électricité	194			
	195	718 700	783 954	967 476
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	773 700	862 176	1 190 047
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	125 500	118 092	145 489
Droits de mutation immobilière	198	2 000 000	2 859 936	3 649 339
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	2 125 500	2 978 028	3 794 828
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	800 000	920 562	765 348
INTÉRÊTS	203	650 000	850 552	825 340
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(251 750)	310 972
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			2 665
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		340 175	
Autres	210		1 203 986	
	211		1 292 411	313 637

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	465 596	493 785		493 785	459 155
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	3 896 599	4 021 036		4 021 036	3 501 313
Greffe	4	309 106	479 131		479 131	307 258
Évaluation	5	319 669	319 669		319 669	335 745
Gestion du personnel	6	432 996	467 200		467 200	447 069
Autres	7	7 127 156	6 734 343	232 492	6 966 835	7 152 694
	8	12 551 122	12 515 164	232 492	12 747 656	12 203 234
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	10 222 594	10 222 593		10 222 593	9 919 423
Sécurité incendie	10	5 611 205	5 611 204	20 308	5 631 512	5 402 194
Sécurité civile	11	26 805	25 647		25 647	21 111
Autres	12	1 382 851	1 475 846	51 486	1 527 332	1 458 227
	13	17 243 455	17 335 290	71 794	17 407 084	16 800 955
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	3 738 371	4 061 761	1 589 496	5 651 257	5 479 501
Enlèvement de la neige	15	3 024 899	3 433 404	1 589 496	5 022 900	4 612 739
Éclairage des rues	16	678 682	699 941	59 928	759 869	722 482
Circulation et stationnement	17	425 082	424 332	59 928	484 260	487 655
Transport collectif						
Transport en commun	18	7 604 032	7 604 032		7 604 032	7 383 056
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	95 220	95 220		95 220	99 726
	22	15 566 286	16 318 690	3 298 848	19 617 538	18 785 159

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 310 600	1 244 198		1 244 198	1 014 875
Réseau de distribution de l'eau potable	24	4 328 732	4 326 236	1 427 764	5 754 000	5 898 074
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	461 947	622 028	1 695 835	2 317 863	2 098 199
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 647 988	1 654 969		1 654 969	1 450 373
Élimination	28	700 336	704 911		704 911	
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 516 808	805 609		805 609	1 515 735
Tri et conditionnement	30		513 510	122 005	635 515	630 297
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					99 726
Autres	39	91 820	91 820		91 820	
	40	10 058 231	9 963 281	3 245 604	13 208 885	12 707 279
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	548 084	507 114		507 114	505 992
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	108 327	102 007		102 007	94 650
	44	656 411	609 121		609 121	600 642
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	919 542	965 031	7 679	972 710	876 436
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	74 816	74 816		74 816	79 781
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	584 926	584 926		584 926	378 959
Autres	51	6 801	6 801		6 801	3 324
	52	1 586 085	1 631 574	7 679	1 639 253	1 338 500

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	442 698	457 663	404 375	862 038	789 432
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 421 805	1 390 005	404 375	1 794 380	1 682 852
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 539 860	1 660 173	404 375	2 064 548	1 895 487
Parcs et terrains de jeux	56	5 511 060	5 653 949	404 375	6 058 324	5 793 649
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	907 880	915 069		915 069	939 944
	60	9 823 303	10 076 859	1 617 500	11 694 359	11 101 364
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	886 369	866 099		866 099	852 946
Bibliothèques	62	2 481 731	2 532 485	167 592	2 700 077	2 585 035
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	969 207	969 208		969 208	897 535
	66	4 337 307	4 367 792	167 592	4 535 384	4 335 516
	67	14 160 610	14 444 651	1 785 092	16 229 743	15 436 880
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	1 200 000	1 086 740		1 086 740	1 209 502
Autres frais	70	125 000	47 371		47 371	40 486
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	550 000	647 000		647 000	611 000
Autres	72	209 000	5 895		5 895	4 514
	73	2 084 000	1 787 006		1 787 006	1 865 502
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	7 979 966	8 641 509	(8 641 509)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Ville de Dollard-des-Ormeaux (ci-après «la Ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2014-05-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		71 286 833
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	10 000	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/> 10 000
Revenus de taxes	11		<hr/> 71 276 833

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	71 276 833
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	10 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>71 286 833</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 185 077
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>11 185 077</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>60 101 756</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1 <u>5 221 150 436</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2 <u>5 234 284 202</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>5 227 717 319</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>60 101 756</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>5 227 717 319</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6 1 , 1 4 9 7 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7 <u>5 221 150 436</u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8 <u>5 234 284 202</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>5 227 717 319</u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 160 000	4 395 483	1 662 629
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	100 000		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 800 000	1 378 405	1 896 040
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	75 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		644 183	500 387
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 160 000	1 127 557	6 216 781
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		22 542	236 724
Ameublement et équipement de bureau	18		243 538	27 857
Machinerie, outillage et équipement divers	19		638 296	606 539
Terrains	20		515 000	10 210
Autres	21			
	22	8 295 000	8 965 004	11 157 167

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		4 395 483	1 662 629
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		2 022 588	2 396 427
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		2 546 933	7 098 111
	34		8 965 004	11 157 167

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	34 019 073	1 948 927	3 366 000	32 602 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	2 604			2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	34 021 677	1 948 927	3 366 000	32 604 604
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	163 561			163 561
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	11 486 264	831 997	1 227 850	11 090 411
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	15 419 952	1 116 930	1 648 350	14 888 532
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	27 069 777	1 948 927	2 876 200	26 142 504
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 951 900		489 800	6 462 100
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	6 951 900		489 800	6 462 100
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	6 951 900		489 800	6 462 100
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	6 951 900		489 800	6 462 100
	26	34 021 677	1 948 927	3 366 000	32 604 604
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	34 021 677	1 948 927	3 366 000	32 604 604

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	319 668	319 669	335 745
Autres	3	6 686 410	6 674 749	6 899 787
Sécurité publique				
Police	4	10 222 594	10 222 593	9 919 423
Sécurité incendie	5	5 611 205	5 611 204	5 381 886
Sécurité civile	6	23 805	23 805	19 945
Autres	7	273 231	273 255	252 104
Transport				
Réseau routier	8	389 855	389 836	328 289
Transport collectif	9	7 604 032	7 604 032	7 383 056
Autres	10	95 220	95 220	99 726
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	4 554 500	4 661 014	4 747 722
Matières résiduelles	12	1 193 656	1 193 656	1 216 658
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	91 820	91 820	99 726
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	548 084	507 114	505 992
Autres	17	108 327	102 007	94 650
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	54 412	54 412	66 484
Rénovation urbaine	19	74 816	74 816	79 781
Promotion et développement économique	20	584 926	584 926	378 959
Autres	21	6 801	6 801	3 324
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	370 680	370 680	368 987
Activités culturelles	23	969 208	969 208	897 535
Réseau d'électricité				
	24			
	25	39 783 250	39 830 817	39 079 779

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	48,00	35,00	3 844 835	1 446 499	5 291 334
Professionnels	2					
Cols blancs	3	56,00	35,00	2 944 468	1 058 848	4 003 316
Cols bleus	4	121,00	36,00	6 204 880	2 351 255	8 556 135
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	225,00		12 994 183	4 856 602	17 850 785
Élus	9	9,00		293 659	96 762	390 421
	10	234,00		13 287 842	4 953 364	18 241 206

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13		215 042	519 893	734 935
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	2 677 222		5 000	2 682 222
	17	2 677 222	215 042	524 893	3 417 157

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2	319 669	28		54	319 669	80		106		319 669	132
Autres	3	12 195 495	29	232 492	55	12 427 987	81	50 627	107		12 377 360	133 700 266
	4	12 515 164	30	232 492	56	12 747 656	82	50 627	108		12 697 029	134 700 266
Sécurité publique												
Police	5	10 222 593	31		57	10 222 593	83	19 369	109		10 203 224	135
Sécurité incendie	6	5 611 204	32	20 308	58	5 631 512	84	14 260	110		5 617 252	136 3 260
Sécurité civile	7	25 647	33		59	25 647	85		111		25 647	137
Autres	8	1 475 846	34	51 486	60	1 527 332	86	40 560	112		1 486 772	138
	9	17 335 290	35	71 794	61	17 407 084	87	74 189	113		17 332 895	139 3 260
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	4 061 761	36	1 589 496	62	5 651 257	88	35 682	114		5 615 575	140 264 078
Enlèvement de la neige	11	3 433 404	37	1 589 496	63	5 022 900	89		115		5 022 900	141 264 078
Autres	12	1 124 273	38	119 856	64	1 244 129	90		116		1 244 129	142 92 373
Transport collectif	13	7 604 032	39		65	7 604 032	91		117		7 604 032	143
Autres	14	95 220	40		66	95 220	92		118		95 220	144
	15	16 318 690	41	3 298 848	67	19 617 538	93	35 682	119		19 581 856	145 620 529
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 244 198	42		68	1 244 198	94		120		1 244 198	146
Traitement des eaux usées	17	4 326 236	43	1 427 764	69	5 754 000	95	4 033	121		5 749 967	147 173 878
Réseaux d'égout	18		44		70				122			148
	19	622 028	45	1 695 835	71	2 317 863	97		123		2 317 863	149 67 921
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	2 359 880	46		72	2 359 880	98		124		2 359 880	150
Matières recyclables	21	1 319 119	47	122 005	73	1 441 124	99		125		1 441 124	151
Autres	22		48		74				126			152
Cours d'eau	23		49		75				127			153
Protection de l'environnement	24		50		76				128			154
Autres	25	91 820	51		77	91 820	103		129		91 820	155
	26	9 963 281	52	3 245 604	78	13 208 885	104	4 033	130		13 204 852	156 241 799

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	507 114	172	187	507 114	202	217	507 114	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159	102 007	174	189	102 007	204	219	102 007	234		
	160	609 121	175	190	609 121	205	220	609 121	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	965 031	176	191	972 710	206	221	972 710	236		
Rénovation urbaine	162	74 816	177	192	74 816	207	222	74 816	237		
Promotion et développement économique	163	584 926	178	193	584 926	208	223	584 926	238		
Autres	164	6 801	179	194	6 801	209	224	6 801	239		
	165	1 631 574	180	195	1 639 253	210	225	1 639 253	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	10 076 859	181	196	11 694 359	211	226	11 048 802	241	215 718	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	2 532 485	182	197	2 700 077	212	227	2 647 989	242	5 434	
Autres	168	1 835 307	183	198	1 835 307	213	228	1 835 307	243		
	169	14 444 651	184	199	16 229 743	214	229	15 532 098	244	221 152	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	72 817 771	186	201	81 459 280	216	231	80 597 104	246	1 787 006	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 965 004	11 157 167
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 965 004	11 157 167

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	15 153 386	14 739 358
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	15 153 386	14 739 358
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 595 704	5 068 599
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(1 502 262)	(3 554 571)
Excédent de fonctionnement affecté	7		(1 100 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 093 442	414 028
Solde à la fin de l'exercice	12	16 246 828	15 153 386
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 760 809	1 660 809
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 760 809	1 660 809
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(150 000)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		1 100 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(150 000)	1 100 000
Solde à la fin de l'exercice	22	2 610 809	2 760 809
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 130 628	1 360 289
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 130 628	1 360 289
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	433 004	348 366
Activités d'investissement	27	(740 347)	(578 027)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(307 343)	(229 661)
Solde à la fin de l'exercice	31	823 285	1 130 628

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(44 000)	(51 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(44 000)	(51 000)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	7 000	7 000
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	7 000	7 000
Solde à la fin de l'exercice	47	(37 000)	(44 000)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	1 571 906	1 129 424
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	1 571 906	1 129 424
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(1 923 945)	442 482
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54		
	55	(1 923 945)	442 482
Solde à la fin de l'exercice	56	(352 039)	1 571 906
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	87 645 968	81 445 894
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	87 645 968	81 445 894
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	454 325	6 200 074
Solde à la fin de l'exercice	63	88 100 293	87 645 968

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 000 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre		
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement					
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7		
Montant réservé pour le service de la dette	8	163 561	9	10	11	12	13	14	163 561
	15	163 561	16	17	18	19	20	21	163 561

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 0 □ 1 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 0 □ 1 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 7 □ 4 □ 8 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 2 , □ 0 □ 2 □ 6 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	| 2 | 2 | 0 | , | 0 | 0 |	\$
Égout	2	| | | | , | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	| | | | , | | |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau appts, condos, 2, 3,4 logements et +	155,0000	4	
Eau piscines imm. appartements	300,0000	4	
Eau piscines publiques	600,0000	4	
Eau résidences personnes âgées	70,0000	4	
Taxes réserves d'eau - résidentiel	,0290	1	
Taxes réserves d'eau - commercial	,0820	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 12001 boulevard De Sallaberry
(no) (rue)
Dollard-des-Ormeaux H9B 2A7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 684-1010
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ville@ddo.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Caroline Thall

Téléphone (514) 684-9391
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cthall@ddo.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476 Avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Caroline Thall , atteste que le rapport financier de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-13 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Dollard-Des Ormeaux consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Dollard-Des Ormeaux détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (826 521) \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,1497 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-08 12:04:29

Date de transmission au Ministère : 2014/05/14

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Dollard-Des Ormeaux

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	77 860 200	80 140 669	80 314 440
Investissement	2	3 300 000	2 279 096	7 357 634
	3	81 160 200	82 419 765	87 672 074
Charges				
	4	81 886 166	83 246 286	79 738 151
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(725 966)	(826 521)	7 933 923
Moins : revenus d'investissement	6	(3 300 000)	(2 279 096)	(7 357 634)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(4 025 966)	(3 105 617)	576 289
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	7 979 966	8 641 509	8 145 471
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(3 547 000)	(2 876 200)	(3 234 497)
Affectations				
Activités d'investissement	11	()	(570 427)	(109 417)
Excédent (déficit) accumulé	12	(407 000)	(290 004)	(355 366)
Autres éléments de conciliation	13		796 443	46 119
	14	4 025 966	5 701 321	4 492 310
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		2 595 704	5 068 599

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	16 549 799	15 477 023
Autres	2	18 346 017	20 981 706
	3	34 895 816	36 458 729
Passifs			
Dette à long terme	4	32 499 722	33 900 217
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	722 000	1 195 000
Autres	6	9 152 132	8 630 859
	7	42 373 854	43 726 076
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(7 478 038)	(7 267 347)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	114 105 601	114 578 549
Autres	10	764 613	907 495
	11	114 870 214	115 486 044
Excédent (déficit) accumulé	12	107 392 176	108 218 697

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	16 246 828	15 153 386
Excédent de fonctionnement affecté			
- Améliorations régime pompiers	14	280 000	280 000
- Terrain Lake / Donnacona	15	1 200 000	1 200 000
- Gymnase École DDO	16	1 000 000	1 000 000
- Réserve pour élections	17	130 809	280 809
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	2 610 809	2 760 809
Réserves financières			
Fonds réservés	24		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	823 285	1 130 628
Financement des investissements en cours	26	(37 000)	(44 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	(352 039)	1 571 906
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28	88 100 293	87 645 968
	29		
	30	107 392 176	108 218 697

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	70 834 000	71 276 833	70 078 392
Compensations tenant lieu de taxes	2	840 000	822 046	832 111
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 837 000	2 682 222	2 514 737
Services rendus	5	773 700	862 176	1 190 047
Autres	6	3 575 500	4 497 392	5 699 153
	7	77 860 200	80 140 669	80 314 440
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	3 300 000	734 935	7 357 634
Autres	11		1 544 161	
	12	3 300 000	2 279 096	7 357 634
	13	81 160 200	82 419 765	87 672 074

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	319 669	319 669		335 745
Autres	2	12 231 453	12 195 495	232 492	11 867 489
Sécurité publique					
Police	3	10 222 594	10 222 593		9 919 423
Sécurité incendie	4	5 611 205	5 611 204	20 308	5 402 194
Autres	5	1 409 656	1 501 493	51 486	1 479 338
Transport					
Réseau routier	6	7 867 034	8 619 438	3 298 848	11 302 377
Transport collectif	7	7 604 032	7 604 032		7 383 056
Autres	8	95 220	95 220		99 726
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	6 101 279	6 192 462	3 123 599	9 011 148
Matières résiduelles	10	3 865 132	3 678 999	122 005	3 596 405
Autres	11	91 820	91 820		99 726
Santé et bien-être	12	656 411	609 121		600 642
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	919 542	965 031	7 679	876 436
Promotion et développement économique	14	584 926	584 926		378 959
Autres	15	81 617	81 617		83 105
Loisirs et culture	16	14 160 610	14 444 651	1 785 092	15 436 880
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	2 084 000	1 787 006		1 865 502
Amortissement des immobilisations	19	7 979 966	8 641 509	(8 641 509)	
	20	81 886 166	83 246 286		79 738 151

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3